

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.488  
Réf. Préf. : Dossier n° 80/1126  
n°AIOT/GUN : 0006302136

La Roche sur Yon, le 27 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 17/12/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FACO SA**

Le Pareds  
4 route de la Moniere  
85110 La Jaudonnière

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement FACO SA implanté au lieu-dit Le Pareds 4 route de la Moniere 85110 La Jaudonnière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FACO SA
- Le Pareds 4 route de la Moniere 85110 La Jaudonnière
- Code AIOT : 0006302136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par arrêté n° 06-DRCTAJE-1-55 du 23/01/2007 pour une durée de 25 ans. La quantité maximum autorisée en extraction est de 150 000 tonnes/an. L'exploitation est réalisée à la pelle sans pompage des eaux d'exhaure.

Les matériaux sont transportés vers l'usine de traitement qui bénéficie de son propre arrêté d'autorisation d'exploitation.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

### Référentiel réglementaire du contrôle :

- Arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières<sup>1</sup>,
- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-DRCTAJE-1-55 du 23/01/2007.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

---

<sup>1</sup> NOR : ENVP9430348A

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais (échancier)
1	Conditions d'extraction (côte)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 3.2.7 - §5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Panneautage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 3.3-§2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas justifié du respect de la cote minimale d'extraction autorisée par son arrêté. Le relevé du niveau d'extraction sous les zones en eau doit également être réalisé. La transmission de justificatif est attendu sur ce point.

Le panneautage en limite Ouest des deux fosses présente une signalétique effacée (Fosse Nord) ou un nombre de panneaux trop restreint. Une action corrective est attendue sur ce point.

L'exploitant procède aux relevés de poussières conformément à l'arrêté ministériel encadrant les carrières. Le suivi des retombées est semestriel conformément audit arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'extraction (côte)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 3.2.7 - §5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Côte d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> La côte minimale d'extraction est limitée à 48 m NGF.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan d'exploitation levé au 16/02/2024. Aucune cote n'a été prise en dessous des niveaux d'eau présents dans la carrière. L'exploitant n'a pu justifier du respect de la profondeur maximale d'exploitation susmentionnée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier qu'il respecte sa cote minimale d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais (échancier) : 1 mois

N° 2 : Retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

**Prescription contrôlée :**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

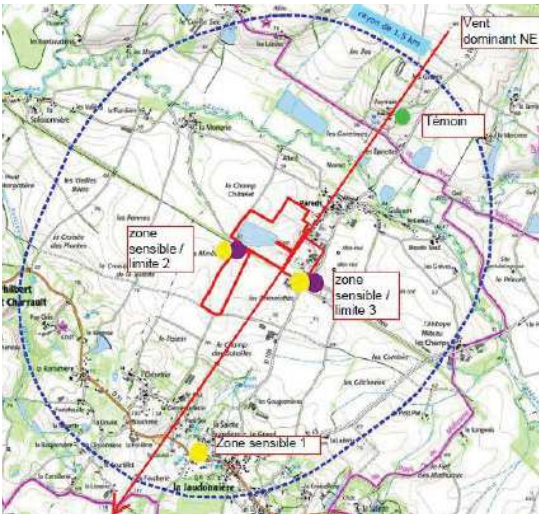
Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

**Constats :**

La campagne de mesure est réalisée dans les conditions prévues par la norme susmentionnée. Les résultats de la dernière campagne de retombées de poussières dans l'environnement sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les mesures sont réalisées conformément au plan ci-dessous.



Plan 1. Localisation des jauges – mesures de retombées de poussières

	DATE DEBUT	DATE FIN	DUREE EN JOURS	Riverain	Limite	Limite	Témoin
SEMESTRE 2 2023	14/09/23	11/10/23	28	54,0	< 59,8	118,8	85,8
SEMESTRE 1 2024	16/04/24	14/05/24	29	107,3	114,3	128,2	67,5
MOYENNE ANNUELLE GLISSANTE en mg/m <sup>2</sup> /jour				81	87	124	77

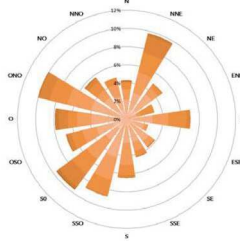


Tableau 1. Moyenne des retombées (2eme semestre 2023/1<sup>er</sup> semestre 2024) et rose des ventes pendant la campagne du tableau ci-dessus

Les résultats sont inférieurs à 500 mg/m<sup>2</sup>/j. Les relevés sont réalisés à une fréquence semestrielle. L'exploitant respecte cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 3 : Panneautage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 3.3-§2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Paysage

**Prescription contrôlée :**

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité

des zones clôturées.

**Constats :**

Lors d'un passage en périphérie Ouest des fosses Nord et Sud, il a été constaté :

- la présence de panneaux dont la signalétique est effacée pour la fosse Nord,
- que le linéaire Ouest de la fosse Sud comporte peu de panneaux malgré un linéaire de plus de 500 m (cf photographie).

Au vu de ces constats, l'exploitant ne respecte pas cette prescription.



Photographie 1. Limite Ouest fosse Sud vers les Ponnes

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :**

- Renforcer ou remplacer le panneautage d'interdiction d'accès sur les limites Ouest.
- S'assurer plus globalement sur le reste des fosses que le panneautage est présent et lisible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois